

Moyen Orient, Afrique du Nord, Pakistan et Afghanistan : le bout du tunnel?

La croissance économique a été molle dans toute la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan (MOANAP). En 2013, la baisse de la production de pétrole a ralenti la croissance dans les pays exportateurs de pétrole. Le manque de dynamisme de l'investissement privé, sur fond de transitions politiques et de conflits, a continué de freiner l'activité économique dans les pays importateurs de pétrole. La croissance économique devrait s'affermir cette année dans le sillage d'une amélioration des perspectives mondiales. Cependant, la faiblesse de la confiance et, dans certains cas, l'ampleur des déficits publics continueront de peser sur les perspectives économiques de la région. Des transformations économiques plus profondes sont nécessaires pour assurer une croissance vigoureuse dont les bienfaits soient largement partagés ainsi que la création d'emplois suffisamment nombreux pour une population active qui augmente rapidement.

Les économies de la région se renforcent. La croissance molle qu'ont connue l'année dernière les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP devrait s'améliorer sous l'effet de la reprise économique mondiale, qui stimule la production et les exportations de pétrole, tandis que le niveau élevé des dépenses publiques d'investissement et l'accélération du crédit au secteur privé soutiennent l'économie hors pétrole. Dans les pays importateurs de pétrole de la région, la croissance économique devrait rester modeste, mais les sources de cette croissance devraient changer. La consommation, financée par les envois de fonds des travailleurs expatriés et les dépenses salariales considérables du secteur public, continuera d'alimenter la croissance économique. Cependant, les investissements prévus pourraient commencer à stimuler l'activité économique du fait de l'augmentation des dépenses publiques d'infrastructure et de l'amélioration de la confiance induite par les progrès de la transition politique.

Cela dit, divers facteurs d'ordres intérieur et régional vont continuer de peser sur la confiance des investisseurs dans les pays importateurs de pétrole, en particulier les pays arabes en transition (Égypte, Jordanie, Libye, Maroc, Tunisie, Yémen). L'effet de freinage qu'engendrent les problèmes structurels et les questions de gouvernance non résolus pèse sur le climat des affaires et, dans certains cas, empêche que les exportations, le tourisme et l'IDE ne tirent pleinement parti de l'amélioration de la croissance économique chez les partenaires commerciaux. La persistance d'un chômage élevé attise les tensions sociales, qui se manifestent souvent par des grèves. L'insécurité intérieure et les retombées économiques et sociales du conflit en Syrie (voir encadré) au niveau régional ajoutent à toutes ces difficultés.

Les pays exportateurs de pétrole sont aussi confrontés à une difficulté à plus long terme qui est celle de réduire leur dépendance à l'égard du pétrole. L'augmentation de l'offre de pétrole

provenant de sources non conventionnelles et les progrès de l'efficacité énergétique tirent vers le bas les prix du pétrole, qui sont aussi instables en raison des fluctuations de la croissance anticipée de la demande mondiale et des risques géopolitiques. La diminution des recettes pétrolières a contribué ces dernières années à la baisse tendancielle des excédents budgétaires dans les pays exportateurs de pétrole, tout comme l'augmentation des dépenses publiques, notamment les dépenses consacrées aux salaires et aux subventions énergétiques. Non seulement la diversification économique réduirait la volatilité de la production et des recettes budgétaires, mais elle renforcerait aussi le potentiel de croissance économique et créerait des emplois dans le secteur privé pour la population active, qui augmente rapidement.

De vastes réformes structurelles contribueraient à rehausser la confiance et à exploiter l'énorme potentiel dont dispose la région pour assurer une croissance élevée et durable en dehors du secteur pétrolier et créer des emplois. La réalisation de ce potentiel nécessite un programme de réformes crédible bénéficiant d'un large soutien du public et recouvrant de multiples domaines afin de mettre en place de meilleures conditions pour la création d'entreprises et de relever les niveaux de vie. La région constitue un marché immense doté d'une population jeune et d'une main-d'œuvre abondante, où un grand nombre de demandeurs d'emploi ont atteint un niveau d'éducation secondaire ou tertiaire. Des partenariats entre l'État et de grands investisseurs visant à réformer la formation professionnelle et à l'aligner sur les besoins du marché du travail, en particulier pour les femmes et les jeunes, aiderait à faire baisser le chômage obstinément élevé tout en améliorant la productivité. En même temps, la réduction des subventions énergétiques aujourd'hui élevées (tout en veillant à mieux cibler les aides sociales) pourrait aider à réorienter la production vers les secteurs qui encouragent la création

d'emplois plutôt que vers les activités à forte intensité énergétique. Certaines réformes demanderont du temps pour produire des résultats économiques, mais il serait bon de les lancer dès maintenant pour signaler le sens de l'action menée par les autorités et accroître la compétitivité.

Un environnement macroéconomique stable est important pour la réussite de ces transformations structurelles. Dans un grand nombre de pays importateurs de pétrole de la région MOANAP, un rééquilibrage des finances publiques et une certaine flexibilité du taux de change seront nécessaires pour préserver la stabilité macroéconomique, susciter la confiance, améliorer l'accès au crédit bancaire pour financer l'investissement privé, rehausser la compétitivité et mobiliser des financements extérieurs. Dans les pays exportateurs de pétrole qui ne sont pas membres du CCG, un nouveau renforcement des finances publiques et des comptes extérieurs sera indispensable pour réduire la vulnérabilité de ces pays à une baisse possible des prix du pétrole. Pour ces deux groupes de pays, il importera que ces efforts soient déployés de façon équilibrée sur le plan social et qu'ils soient accompagnés de mesures adéquates pour protéger les populations pauvres et vulnérables.

Un soutien continu de la communauté internationale peut faciliter les transformations économiques et promouvoir la stabilité macroéconomique. Des financements bilatéraux et multilatéraux peuvent en effet contribuer à alléger les tensions budgétaires et offrir l'occasion d'un ajustement macroéconomique progressif, pour laisser ainsi le temps aux pays d'élaborer des programmes solides de réformes structurelles en suscitant le consensus nécessaire. De cette manière, les financements officiels peuvent catalyser les financements privés. La communauté internationale peut aussi apporter son soutien sous forme de conseils

techniques, d'autres initiatives de renforcement des capacités et d'une plus large ouverture de ses marchés aux produits et services exportés par la région.

Les accords récents avec le FMI, qui prévoient l'engagement de près de 10 milliards de dollars

en faveur de la Jordanie, du Maroc (ligne de crédit en cas de chocs extérieurs), du Pakistan et de la Tunisie, ont pour but de soutenir les efforts de réformes et l'ajustement macroéconomique de ces pays.

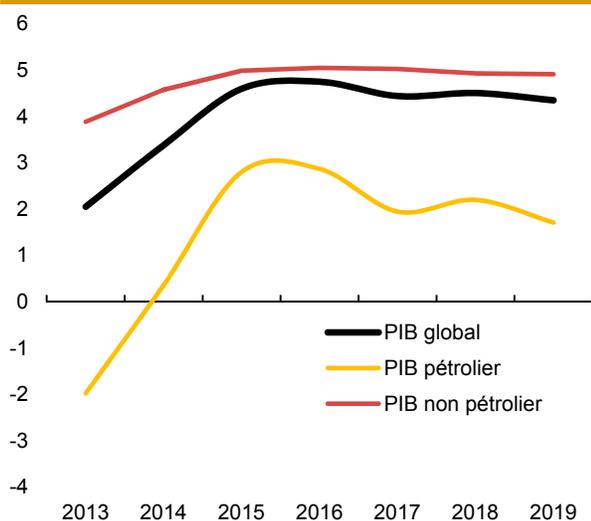
Les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP

Développement régulier de l'activité économique; redressement de la production de pétrole

La croissance du PIB des pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP passera de 2 % en 2013 à 3½ % en 2014 grâce au dynamisme persistant des activités non pétrolières et à la stabilisation de la production de pétrole. Les secteurs non pétroliers, en particulier la construction et le commerce de détail, resteront les principaux moteurs de l'activité économique, en s'appuyant sur le niveau élevé des dépenses publiques d'infrastructures et du crédit au secteur privé dans les pays du CCG¹, et sur la reconstruction des pays non membres du GCC au lendemain des conflits

L'activité hors pétrole tire la croissance

(Exportateurs de pétrole MOANAP : PIB, variation en %)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

L'économie iranienne devrait se stabiliser en 2014 après une récente amélioration des perspectives, en particulier sur le front extérieur,

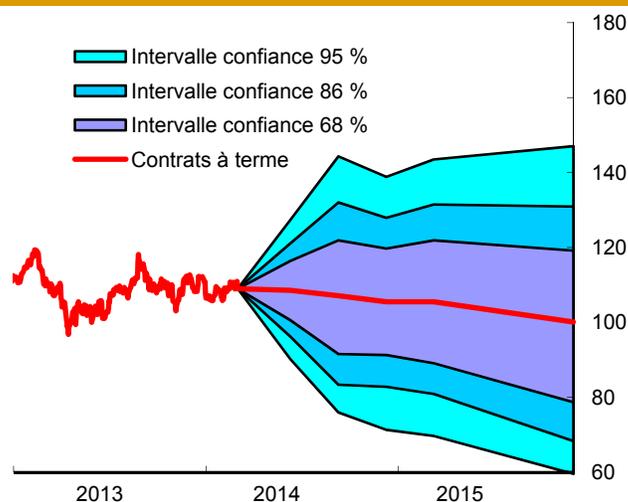
¹ Les pays membres du CCG sont les suivants : Arabie Saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman, Qatar.

et grâce à l'impulsion fournie par la dépréciation passée de la monnaie.

La production de pétrole et de gaz devrait rester largement stable en 2014. La production du CCG va s'accroître sous l'effet du renforcement de la demande mondiale, des difficultés que pose le redémarrage de la production de pétrole dans les pays hors CCG (en particulier en Libye) et de la baisse des stocks mondiaux de pétrole causée en partie par la vague de froid en Amérique du Nord. Cependant, le redressement futur de la production de pétrole dans les pays hors CCG et le développement en cours de la production provenant de sources non conventionnelles en Amérique du Nord pourraient peser sur la production du CCG et sur les prix internationaux du pétrole. Les marchés à terme laissent entrevoir une baisse du prix du brut de l'ordre de 6 dollars le baril entre 2013 et 2015.

Une baisse des prix du pétrole est prévue

(Prix du pétrole brut Brent, dollars/baril¹)



Sources : Bloomberg; calculs des services du FMI.

¹ D'après les prix des contrats à terme et des options le 4 mars 2014.

Les facteurs extérieurs contiennent l'inflation

Les pressions inflationnistes resteront vraisemblablement modérées dans la plupart des pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP. Dans les pays du CCG, la diminution des prix d'importation et la présence stable de travailleurs expatriés faiblement rémunérés maintiendront l'inflation à 3 % en 2014. La hausse rapide des prix des logements aux Émirats arabes unis (en particulier à Dubaï), due en partie au redressement du secteur de l'immobilier à la suite de l'obtention récente du contrat World Expo 2020, justifie cependant de surveiller de près les risques de surchauffe. Au Qatar, les tensions inflationnistes semblent contenues malgré le vaste programme d'investissements publics mis en place pour faire avancer la diversification de l'économie et préparer la Coupe du Monde de football de 2022, mais les autorités locales doivent aussi rester vigilantes. En dehors du CCG, l'inflation est élevée, à cause surtout de l'Iran et du Yémen, mais elle devrait redescendre progressivement de 22 % en 2013 à 15 % en 2014 sous l'effet du resserrement en cours de la politique monétaire.

Les aléas sont globalement équilibrés

Les risques ont trait essentiellement à l'évolution des prix et de la production du pétrole. Du côté négatif, les prix du pétrole sont exposés au risque que la croissance de la demande mondiale soit plus faible que prévu. Les pays émergents pourraient continuer de subir un regain de volatilité sur les marchés financiers et des sorties de capitaux tandis que la Réserve fédérale continue de mettre fin progressivement à sa politique monétaire non conventionnelle. Un nouveau risque pour l'activité mondiale et celui d'une inflation basse dans les pays avancés, en particulier dans la zone euro, qui pourrait faire sauter l'ancrage des anticipations d'inflation, faire monter les taux

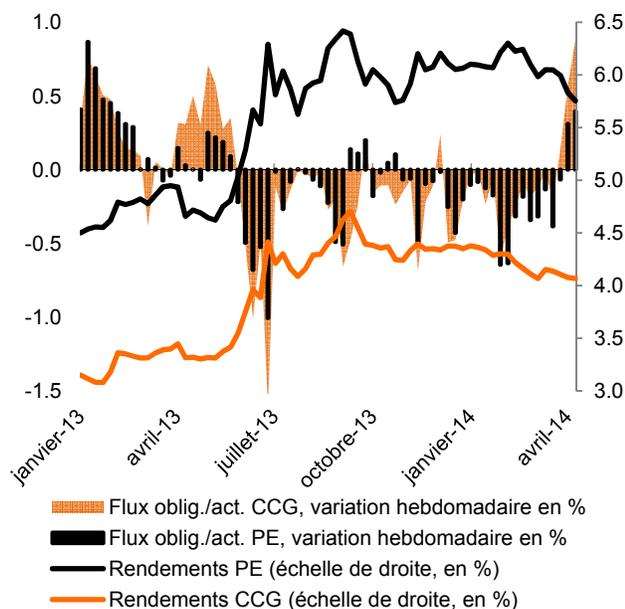
d'intérêt réel et alourdir les dettes. Une production de pétrole plus élevée que prévu en Amérique du Nord ou dans les pays hors CCG créerait aussi des pressions à la baisse sur les prix du pétrole et la production des pays du CCG.

Toute recrudescence des tensions régionales ou géopolitiques s'accompagne d'un risque de hausse des prix du pétrole et du gaz. Les importations de gaz algérien par l'Europe pourraient s'accroître si l'approvisionnement par l'Ukraine est perturbé. Si la situation politique instable en Libye se détériore ou si la sécurité se dégrade davantage en Irak, la production de pétrole de ces pays pourrait être plus faible que prévu. Si ces déficits de production se matérialisent, la hausse des prix du pétrole aurait vraisemblablement pour effet d'accroître les recettes pétrolières du groupe des pays exportateurs de la région MOANAP.

Un resserrement plus prononcé que prévu des conditions financières mondiales devrait généralement être gérable. Dans la région, l'existence dans de nombreux pays de régimes d'arrimage du taux de change signifie que les taux directeurs nationaux suivent les taux internationaux. Les rendements se sont accrus à la suite de l'annonce en mai 2013 par la Réserve fédérale américaine qu'elle allait mettre fin progressivement à sa politique monétaire non conventionnelle, mais ils sont restés stables depuis, même pendant les sorties massives de capitaux des pays émergents au début de 2014. Les investisseurs faisant de plus en plus de distinctions entre les pays émergents, les amortisseurs substantiels et les faibles besoins de financement des pays du CCG placent ces pays dans une position de force relative.

Le Qatar et les Émirats arabes unis, en particulier, ont bénéficié de leur statut de refuges régionaux.

Les pays du CCG ont surmonté le désengagement des PE (Flux et rendements)



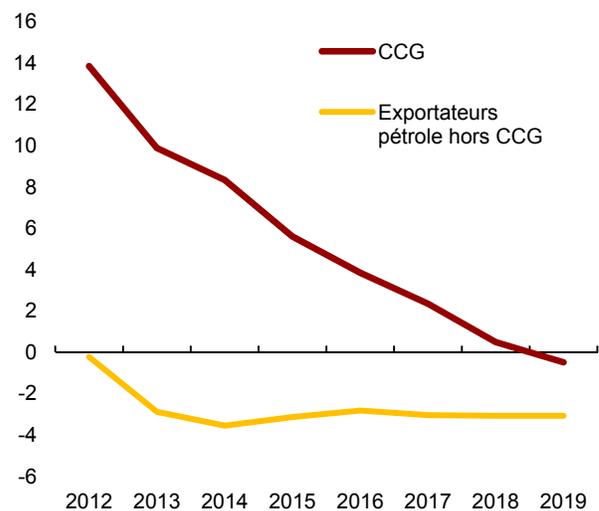
Le resserrement des conditions financières pourrait toucher Bahreïn et les Émirats arabes unis (en particulier Dubaï). À Bahreïn, où les facteurs de vulnérabilité budgétaire ont fait baisser la note souveraine, le coût des emprunts de l'État augmenterait. À Dubaï, le refinancement de la dette pourrait aussi être compliqué pour certaines entités liées à l'État qui sont tributaires des financements extérieurs.

La résistance aux chocs est en recul

Des amortisseurs importants permettraient à la plupart des pays du CCG de résister à des chocs, même de grande ampleur, sur les recettes pétrolières à court terme. Cependant, les excédents budgétaires de ces pays devraient diminuer à terme, à cause notamment de l'augmentation de la masse salariale du secteur public, du repli des prix du pétrole et, dans certains pays, des subventions énergétiques généreuses qui poussent la consommation intérieure au détriment des exportations. En cas d'évolution défavorable de la demande mondiale, le retournement des soldes budgétaires se produirait d'autant plus

rapidement. Étant donné son rôle traditionnel de stabilisation du marché pétrolier, l'Arabie Saoudite afficherait un déficit budgétaire en 2015 si elle réduisait sa production de 7 %, en excluant tout ajustement des dépenses. La situation budgétaire de Bahreïn et d'Oman est déjà relativement fragile. Ces pays ont besoin que les prix du pétrole soient supérieurs à 100 dollars le baril pour équilibrer leur budget.

Les soldes budgétaires sont en baisse (Soldes budgétaires, en pourcentage du PIB)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

Les pays exportateurs de pétrole hors CCG sont plus vulnérables à un choc sur les prix que les pays du CCG. Les déficits budgétaires sont un problème chronique dans les pays hors CCG et ils s'aggraveront si les projections concernant l'augmentation de la production de pétrole dans ces pays ne se concrétisent pas. Bien que les positions extérieures se soient récemment améliorées, la plupart des pays hors CCG afficheraient un déficit extérieur courant si les prix du pétrole tombaient à 85 dollars ou plus bas, ce qui, d'après les marchés d'options, a une chance sur six de se produire d'ici fin 2014.

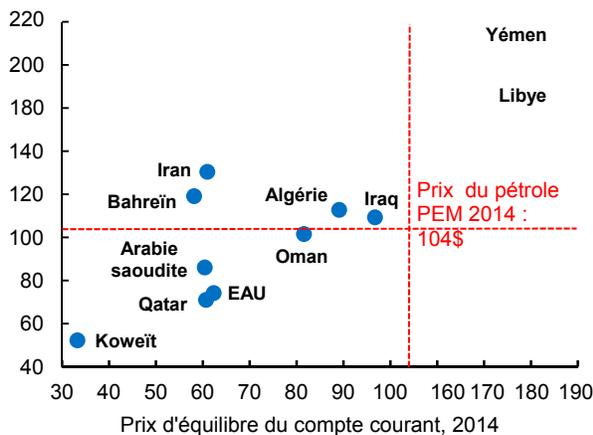
Un resserrement budgétaire s'impose

Tandis que la croissance hors pétrole se poursuit à un rythme régulier, un grand nombre de pays

délaissent à juste titre les mesures de relance budgétaire mises en place pendant la crise financière mondiale et le Printemps arabe. L'Iran fait figure d'exception; dans ce pays, les dépenses publiques doivent tenir compte d'une double nécessité, soutenir la demande intérieure et contribuer à la désinflation. À moyen terme, le rééquilibrage des finances publiques aiderait les pays à devenir plus résistants aux chocs et à préserver leurs richesses pour les générations futures. Dans beaucoup de pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP, le coût des subventions énergétiques dépasse 10 % du PIB. La réduction de ces subventions libérerait des ressources pour financer les dépenses d'éducation, de recherche et de développement, de nature à rehausser la productivité; renforcerait les incitations à développer les activités qui ne reposent pas sur le pétrole et favoriserait l'équité dans la mesure où les subventions bénéficient généralement aux riches et sont moins efficaces pour lutter contre la pauvreté que des aides sociales bien ciblées.

renforcerait le potentiel économique et réduirait la volatilité de la production. La diversification a déjà progressé dans un grand nombre de pays, comme en témoigne la part croissante de la production non pétrolière dans le PIB total. Pourtant, la part des recettes non pétrolières dans le total des recettes reste faible. La recherche de nouvelles sources de recettes fiscales, telles que l'impôt sur les sociétés ou des taxes sur la valeur ajoutée structurées de manière à ne pas nuire aux efforts de diversification, permettrait de réduire la dépendance à l'égard du pétrole. Dans les pays du CCG, la diversification pourrait être facilitée en accordant davantage d'attention à la qualité plutôt qu'à la quantité des dépenses d'équipement, en élargissant l'accès aux services financiers pour les petites et moyennes entreprises privées, en développant les marchés de dette locaux et en relevant le taux d'activité des femmes. Dans les pays hors CCG, la modernisation des infrastructures ainsi que l'amélioration de la sécurité et du climat des affaires sont des conditions préalables indispensables à la diversification.

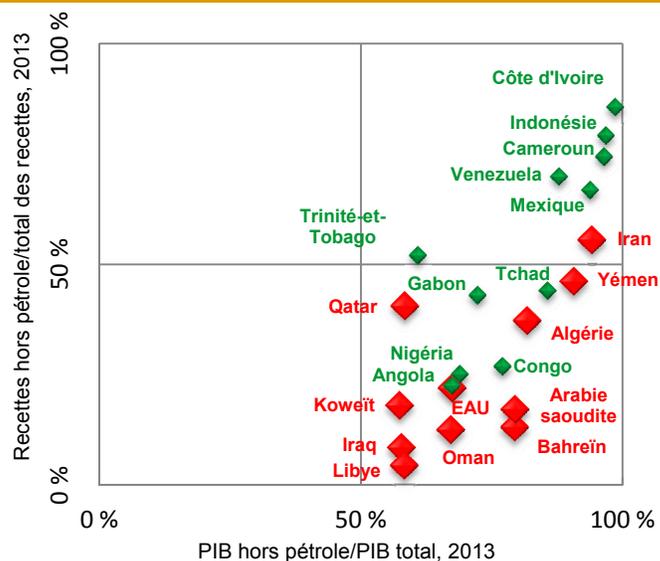
La plupart des pays sont vulnérables à une baisse des prix du pétrole (Prix d'équilibre, \$/baril)¹



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.
¹ Prix d'équilibre de 2013 pour le Yémen.
² Moyenne simple des prix au comptant du UK Brent, du Dubai et du West Texas Intermediate.

Les recettes hors pétrole restent faibles

(Diversification dans le MOANAP et les pays exportateurs de pétrole comparables)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

Diversification des économies, création d'emplois dans le secteur privé

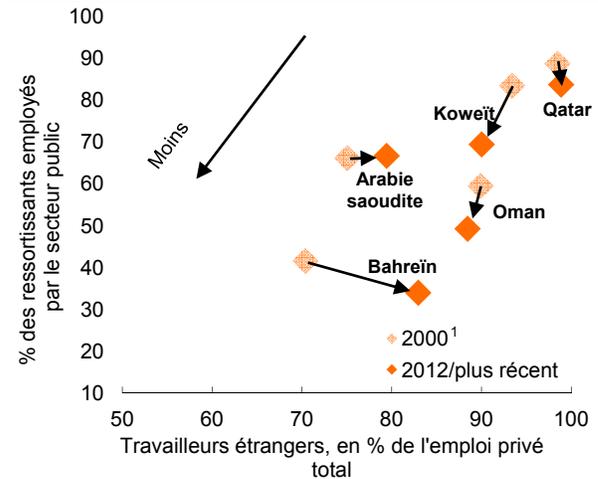
Une moindre dépendance à l'égard du pétrole accélérerait la croissance de la productivité,

La création d'emplois productifs dans le secteur privé pour des populations en augmentation rapide constitue un autre défi important à moyen terme. Certains pays du CCG prennent déjà des mesures dans ce sens, mais il est encore trop tôt pour en apprécier l'efficacité, et les marchés du travail restent profondément fragmentés. Si les tendances actuelles se confirment, il pourrait n'y avoir assez d'emplois dans le secteur privé que pour un tiers des nationaux arrivant sur le marché du travail. L'embauche dans le secteur public ne peut être considérée comme la solution au manque d'emplois en raison de l'accentuation des tensions budgétaires.

Les pays doivent plutôt stimuler l'emploi dans le secteur privé en améliorant la qualité de l'éducation et en faisant en sorte qu'elle réponde mieux aux besoins du secteur privé, ainsi qu'en améliorant les conditions de travail des travailleurs expatriés tout en rendant l'emploi dans le secteur privé plus attractif pour les nationaux.

Les marchés du travail sont fragmentés

(Emploi des ressortissants et expatriés, par secteur)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

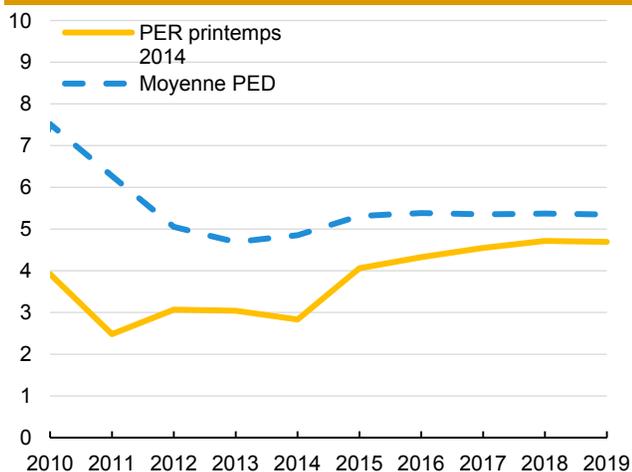
¹ Qatar : 2006 et après. EAU : 2009 seulement.

Pays importateurs de pétrole de la région MOANAP

La faiblesse de la confiance continue de freiner la croissance et la création d'emplois

Dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP², la croissance économique est restée molle en 2013. Après avoir tourné autour de 3 % l'année dernière, elle n'a pas encore retrouvé sa moyenne historique, qui est proche de 5 %. Même si elle y parvenait, la croissance ne serait pas suffisante pour faire baisser un taux de chômage obstinément élevé et relever les niveaux de vie dans la région. Une forte poussée de l'activité capable de porter le taux de croissance au moins au niveau moyen des autres pays émergents et en développement est nécessaire pour réduire les difficultés économiques de la région et faire baisser sensiblement le chômage. Cela nécessitera d'accroître les exportations et les investissements créateurs d'emplois, en s'appuyant sur des changements structurels de nature à relever le potentiel économique.

Il faut accélérer sensiblement la croissance du PIB réel (En pourcentage)

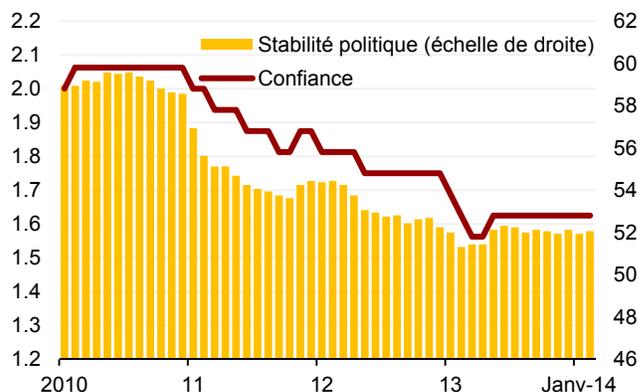


Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.
Note : PED = pays émergents et en développement.

² Afghanistan, Djibouti, Égypte, Jordanie, Liban, Mauritanie, Maroc, Pakistan, Soudan et Tunisie.

L'incertitude politique et les problèmes de sécurité ont continué de freiner l'activité économique. Toute une série de facteurs intérieurs pèse sur la confiance, notamment des transitions politiques difficiles, des problèmes structurels non résolus ainsi que l'intensification des troubles sociaux et de l'insécurité. De plus, le conflit en Syrie a eu de vastes retombées sur la région, en causant un afflux massif de réfugiés et en perturbant les échanges commerciaux dans les pays voisins (en particulier en Irak, en Jordanie et au Liban, voir encadré 1). Ces effets de débordement ont alimenté les tensions sectaires et ont fermé l'accès de certains nationaux aux services publics, au marché du travail et au marché du logement.

La confiance s'est détériorée parallèlement à la stabilité politique¹



Sources : PRS Group; calculs des services du FMI.
¹Stabilité politique : plus la note est élevée, plus la situation est stable. Confiance : confiance des consommateurs. Hors Afghanistan, Djibouti, Mauritanie et Somalie.

La croissance s'est appuyée essentiellement sur la demande intérieure en 2013. Le chômage est resté élevé, mais les envois de fonds importants des travailleurs expatriés, les subventions et les dépenses salariales du secteur public ont continué de soutenir la consommation. L'investissement est resté modéré en raison de la faiblesse de la confiance. Le secteur extérieur n'a

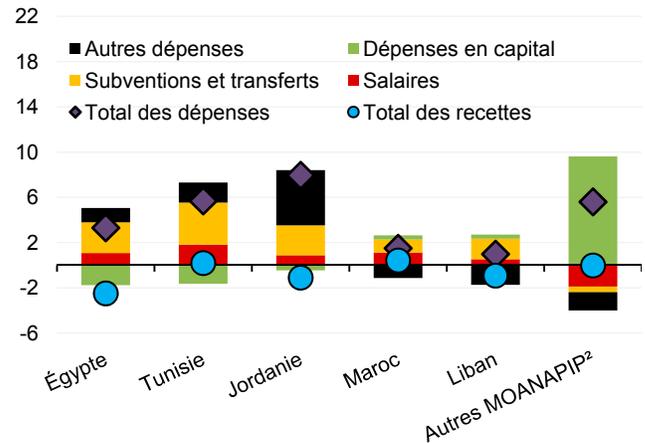
guère contribué à la croissance à cause de la faible compétitivité (due dans certains cas à la surévaluation de la monnaie) et des lourdes factures d'importations. Djibouti et la Mauritanie font exception, leurs économies ayant été tirées, respectivement, par des investissements d'infrastructure massifs et le renforcement des capacités minières et agricoles.

Les positions budgétaires et extérieures demeurent vulnérables

La dette publique a continué de croître en 2013, ce qui a poussé certains pays à commencer de mettre de l'ordre dans leurs finances publiques. Les recettes fiscales restent faibles en raison de la mollesse de l'activité économique, tandis que le montant élevé des subventions et de la masse salariale du secteur public a peu à peu dominé les dépenses au cours de ces trois dernières années. Face à l'érosion des amortisseurs et malgré les difficultés politiques, un grand nombre de pays ont entrepris de reformer les subventions tout en ciblant mieux la protection sociale. Les réformes des subventions n'ont pas suivi partout le même rythme, les plus ambitieuses ayant eu lieu en Jordanie et au Pakistan, où elles ont dégagé un espace au profit des dépenses sociales et d'investissement de nature à rehausser la croissance. À l'autre extrême, l'Égypte a pu maintenir en place des subventions élevées et même relever les salaires du secteur public à l'aide de financements du CCG.

Les dépenses publiques consacrées aux salaires et aux subventions ont augmenté¹

(Variation des recettes et des dépenses; % du PIB, 2010-13)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

¹ Les projections à compter de 2011 excluent la Syrie.

² En raison de l'insuffisance des données, le Pakistan est exclu.

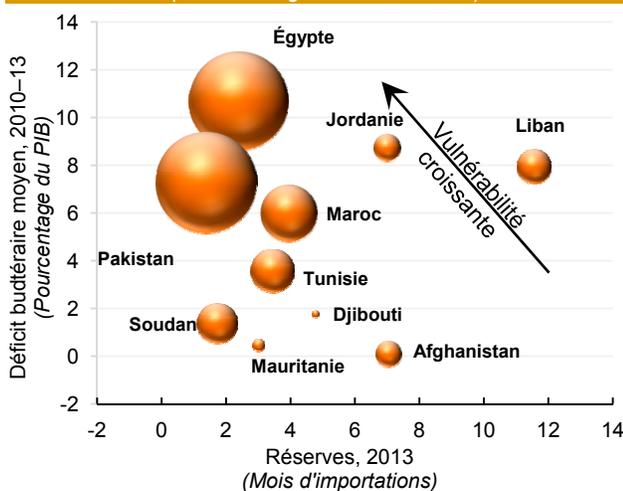
D'importants facteurs de vulnérabilité extérieurs sont restés présents en 2013, même si l'amélioration de la conjoncture extérieure et les financements des bailleurs de fonds ont procuré un certain répit. Les exportations, le tourisme et l'investissement direct étranger (IDE) se sont redressés peu à peu sous l'effet de l'amélioration de la situation mondiale, en particulier dans la zone euro; cependant, de graves problèmes de sécurité ont limité les progrès en Égypte et en Tunisie, surtout dans le secteur du tourisme. La diminution des prix des produits de base a fait baisser les exportations minières de la Jordanie et du Maroc, mais elle a freiné la hausse de la lourde facture d'importations de la région. Dans

certains cas, les tensions sur les réserves internationales ont été amplifiées par les paiements élevés au titre de la dette et la réduction des entrées de capitaux bancaires (bien que de faible montant) due à la hausse des coûts de financement internationaux consécutive au retrait progressif des mesures monétaires non conventionnelles par la Réserve fédérale américaine.

Le soutien financier du CCG et une certaine souplesse des taux de change ont empêché, ne serait-ce que temporairement, les positions extérieures de se détériorer davantage.

L'activité est restée terne sur les marchés boursiers et dans le secteur bancaire en raison de la faible demande de crédit et du niveau élevé du risque de crédit. Néanmoins, les banques sont restées bien capitalisées et rentables, grâce en partie au niveau élevé des obligations d'État qu'elles détiennent. Les créances improductives se sont stabilisées. Le recours aux financements intérieurs a aidé les autorités à contenir les coûts d'emprunt.

La vulnérabilité extérieure et budgétaire est élevée¹ (Déficits budgétaires et réserves)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.
¹La taille de la bulle reflète le PIB en PPA relative en 2013.

L'inflation a diminué en 2013 sous l'effet du ralentissement de l'activité économique et, dans

certains cas, du resserrement monétaire. L'élimination progressive des subventions énergétiques et la monétisation des déficits budgétaires ont engendré des pressions à la hausse de l'inflation. La forte demande émanant des réfugiés (Liban) et la dépréciation de la monnaie (surtout au Soudan) ont aussi joué dans ce sens. Cependant, les écarts de production négatifs et, dans certains cas (en particulier au Pakistan), la politique monétaire restrictive ont contribué à contenir ces pressions, ce qui s'est traduit par une baisse de l'inflation au niveau régional.

Début d'amélioration de la dynamique fondamentale de la croissance

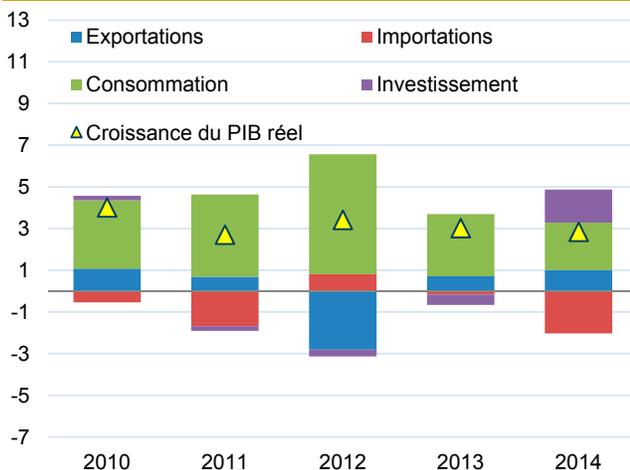
La croissance économique restera modérée en 2014, mais elle reposera sur une base plus large. La consommation demeurera le principal moteur de la croissance, mais, pour la première fois depuis le début du Réveil arabe, l'investissement devrait augmenter. Les exportations et le tourisme devraient aussi progresser grâce à l'augmentation de la demande chez les partenaires commerciaux, en particulier en Europe et dans le CCG.

L'investissement public va s'accroître dans toute la région grâce aux financements des bailleurs de fonds et aux réformes récentes des subventions. Le financement du CCG a permis à l'Égypte de lancer des projets d'infrastructures publiques et sociales et d'apurer ses arriérés. D'autres pays (Maroc, Pakistan, Tunisie, Jordanie) envisagent d'augmenter l'investissement public tout en réduisant les subventions généralisées et en ciblant mieux les aides sociales.

L'investissement privé devrait aussi se renforcer, à un rythme toutefois plus graduel et sous réserve que les réformes soient mises en œuvre et que la confiance s'améliore. À mesure que les transitions politiques trouveront leur équilibre, il est probable que l'incertitude diminuera. Les

constitutions adoptées récemment en Tunisie et en Égypte, la formation d'un gouvernement d'unité au Liban et les gouvernements stables en place en Jordanie, au Maroc et au Pakistan sont autant de signes positifs. En outre, les réformes structurelles récentes commencent à produire leurs effets et signalent le sens de l'action que les autorités entendent mener à l'avenir. Par exemple, les efforts de diversification du Maroc ont contribué

La croissance est tirée par la consommation; la contribution de l'investissement progresse
(Contributions au PIB réel, pourcentage)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

à accroître les exportations et l'IDE dans les branches d'activités à forte valeur ajoutée. Au Pakistan, l'amélioration de l'approvisionnement en électricité a permis aux entreprises d'augmenter leur production pour répondre à la hausse de la demande d'exportations. En revanche, l'incertitude politique et sur le plan de l'action publique continue de freiner l'investissement privé en Égypte. Dans certains cas, une plus grande souplesse du taux de change peut aider à améliorer la compétitivité et, partant, l'investissement.

Le freinage fiscal devrait être faible en 2014. Les réformes des subventions qui sous-tendent le rééquilibrage des finances publiques progressent à un rythme régulier. Les aides sociales ciblées

qui accompagnent ces réformes aident à limiter les effets négatifs sur la consommation. La réallocation des ressources en faveur de l'investissement public devrait faciliter la création d'emplois. Les mesures visant à accroître les recettes fiscales sont centrées sur l'élimination des exonérations, la suppression des niches fiscales et le renforcement de l'administration, ce qui, à terme, devrait améliorer le climat des affaires. Le rééquilibrage budgétaire devrait aussi contribuer à renforcer la confiance en augmentant les amortisseurs et en améliorant l'accès au crédit bancaire pour financer l'investissement privé. Cependant, pour réussir, le rééquilibrage progressif des finances publiques doit être ancré dans des plans à moyen terme crédibles. Il est indispensable que des financements extérieurs et intérieurs soient disponibles pour que le rééquilibrage budgétaire puisse progresser à un rythme soutenu.

L'inflation restera supérieure à 8 ½ % dans la région, les pressions à la hausse des prix induites par l'élimination progressive des subventions énergétiques étant en partie compensées par la baisse des prix mondiaux des produits alimentaires et de l'énergie. Les responsables économiques devront s'efforcer de trouver un équilibre entre le recours à des politiques monétaires accommodantes pour atténuer les effets négatifs du rééquilibrage budgétaire sur la croissance et la nécessité de contenir les anticipations inflationnistes.

La reprise est fragile

Ces perspectives sont exposées à d'importants aléas négatifs qui tiennent à des facteurs nationaux et régionaux. La remise en question des transitions politiques, l'intensification des tensions sociales et de l'insécurité, et les retombées des conflits régionaux sont autant de facteurs qui pourraient altérer la confiance et menacer la stabilité macroéconomique. Les aléas positifs, de moindre ampleur, concernent la

possibilité que les transitions politiques et les réformes économiques progressent plus rapidement, ce qui pourrait renforcer la confiance et la croissance.

Sur le plan extérieur, ce sont les aléas négatifs qui prédominent. La croissance plus faible que prévu dans les pays émergents, en Europe ou dans les pays du CCG pourrait ralentir les exportations. Si le resserrement des conditions financières mondiales devait être prononcé, par exemple sous l'effet d'un retrait plus rapide que prévu des mesures monétaires non conventionnelles par la Réserve fédérale, la hausse des taux d'intérêt intérieurs dans les pays dont le taux de change n'a guère de flexibilité pourrait nuire au crédit et à l'investissement privés, et la hausse des coûts de financement extérieur pourrait faire diminuer l'IDE et les autres entrées de capitaux. Le recours aux sources intérieures de financement, aux bailleurs de fonds officiels et garanties d'obligations extérieures ainsi qu'aux flux d'IDE à long terme contribuerait à contenir ces effets.

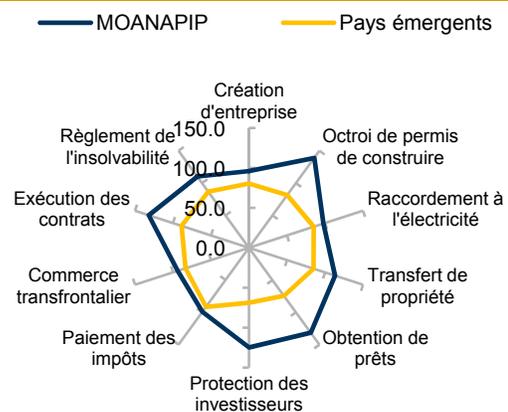
Dans la plupart des pays, il est peu probable que le risque de refinancement des emprunts d'État soit très touché, car les coûts de financement de l'État sont déjà très élevés en raison des fortes primes de risque.

Le renforcement du potentiel de croissance et de la compétitivité, et la création d'emplois

Pour que la reprise monte en régime et se transforme en une croissance durablement plus forte, il convient de remédier aux obstacles structurels qui freinent l'activité économique privée. Un climat des affaires peu propice et un environnement juridique fragile ainsi que, dans certains pays, l'accès limité au crédit bancaire freinent la croissance du secteur privé, surtout des petites et moyennes entreprises. En outre, des prix énergétiques fortement subventionnés, comme en Égypte, faussent la production en faveur d'activités à forte intensité énergétique qui ne favorisent pas la création d'emplois.

Des réformes visant à remédier à tous ces obstacles peuvent accélérer les gains de productivité, accroître l'investissement du secteur privé et rendre les exportations plus compétitives³. Plus important encore, ces réformes peuvent créer des emplois. Partant d'un niveau bas, les réformes peuvent commencer rapidement à produire des fruits, ainsi qu'en témoignent les réussites récentes du Maroc et du Pakistan, comme on l'a vu plus haut.

Il existe de nombreux moyens d'améliorer le climat des affaires¹



Sources : Banque mondiale, notations de la facilité de faire des affaires, 2014; calculs des services du FMI.

¹Les pays sont classés de 1 à 183, la première place étant la meilleure.

Les réformes structurelles doivent viser les obstacles les plus importants, en particulier les lourdeurs bureaucratiques et la corruption, les systèmes fiscaux qui ne concourent pas à l'amélioration de la compétitivité, les difficultés et les inégalités d'accès aux services financiers, le faible taux d'activité des femmes, et les réglementations du marché du travail qui ne contribuent pas à la création d'emplois.

³ Une feuille de route pour ces transformations économiques figure dans l'étude intitulée «Vers de nouveaux horizons : la transformation économique sur fond de transition politique dans le monde arabe», disponible sur www.imf.org.

Beaucoup de réformes nécessaires sont difficiles à mettre en œuvre en période de transition politique; cela dit, certaines peuvent être engagées immédiatement et aideraient à renforcer la confiance, par exemple la simplification de la réglementation applicable aux entreprises (pour

créer une entreprise, enregistrer la propriété, ou obtenir des permis et le raccordement au réseau électrique), la formation des chômeurs et des personnes sans qualifications, l'amélioration des procédures douanières et l'approfondissement de l'intégration commerciale.

ENCADRÉ 1. LES RETOMBÉES RÉGIONALES DU CONFLIT SYRIEN

La crise syrienne a accru les risques pour la stabilité régionale, à cause de ses conséquences négatives pour les pays voisins sur les plans socioéconomique, politique et sécuritaire.

Le coût humanitaire de la crise syrienne est une véritable tragédie. En outre, l'économie syrienne a été dévastée par le conflit, le PIB s'est contracté de plus de 40 % depuis le début du conflit, selon les estimations, et plus de la moitié de la population active est au chômage.

Syrie : situation concernant les réfugiés (dernières données disponibles)

	Nombre	Proportion de la population d'accueil (%)
Population totale (millions)	22,5	...
Déplacés internes (millions)	6,5	...
Ont besoin d'aide humanitaire (millions)	9,3	...
Nombre total ¹ de réfugiés, dont :	2 692 811	...
Liban	1 014 070	22,7
Jordanie	589 792	9,0
Irak	219 579	0,6

Sources : HCR ; FMI, Perspectives de l'économie mondiale.
¹Les chiffres sont ceux des réfugiés inscrits ou en attente d'inscription.

Cette crise met à rude épreuve la situation budgétaire, sociale et économique de la Jordanie. USAID estime le coût direct des besoins humanitaires à environ 1 % du PIB par an pour 2013 et 2014 pour le secteur public, notamment pour accroître les dépenses de sécurité et de santé. Le programme appuyé par le FMI tient compte de ces coûts. La demande accrue émanant des réfugiés a fait monter le coût du logement et mis à mal le marché du travail, en particulier dans le secteur informel, tandis que les voies empruntées par les exportations syriennes sont perturbées et les investisseurs se montrent moins intéressés par le pays. Les transferts mis en place par l'intermédiaire des agences des Nations Unies et des citoyens privés à l'étranger, de même que la réorientation des touristes du CCG en provenance d'autres pays de la région, ont atténué l'impact économique, mais les services du FMI estiment que la croissance de la production a perdu un point de pourcentage en 2013.

L'économie libanaise a été durement touchée et les tensions sociales se sont intensifiées dans ce pays. Selon les estimations, la croissance du PIB réel est

passée de 9 % en moyenne en 2009–10 à 1 % en 2013, en raison surtout d'une forte baisse du tourisme et de l'immobilier, et devrait rester à ce niveau cette année. La croissance des dépôts bancaires est descendue à 7–8 % par an, contre 18 % en moyenne en 2009–10, tandis que les entrées d'IDE ont diminué. Les entrées de dépôts ont toutefois continué à couvrir les besoins de financement, les réserves demeurent considérables et l'impact direct sur le secteur bancaire a été contenu. D'après les estimations de la Banque mondiale, l'impact budgétaire de la crise en 2012–14 se chiffre à plus de 2 milliards de dollars (4½ % du PIB), à quoi il faut ajouter 2,5 milliards de dollars nécessaires pour ramener la qualité des services publics à son niveau d'avant la crise. L'afflux massif de réfugiés a pesé sur les collectivités locales et a attisé les tensions sociales. Selon les projections de la Banque mondiale, le taux de chômage devrait doubler et dépasser 20 % cette année. Les inégalités de revenu se sont accentuées, car les réfugiés syriens acceptent des salaires bien plus bas que leurs homologues libanais.

En Irak, les conditions de sécurité et les échanges commerciaux avec la Syrie ont gravement souffert. En ce qui concerne la sécurité, les effets de débordements en provenance de la Syrie ont contribué à une grave escalade de la violence en Irak, ce qui a conduit à une augmentation des dépenses sociales et de sécurité.

En outre, la dégradation des conditions de sécurité a pesé sur la croissance hors pétrole, qui devrait tomber à 4 % en 2014, contre une moyenne de 8 % entre 2009 et 2013. À cause de la guerre, les importations irakiennes provenant de Syrie ou transitant par ce pays ont presque cessé, alors qu'elles représentaient entre 15 % et 20 % du total des importations avant le conflit. Les stocks alimentaires ont été touchés, ce qui a contribué récemment à une poussée d'inflation des produits d'alimentation.

Région MOANAP : principaux indicateurs économiques, 2000–15

(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

	Moyenne 2000–08	2009	2010	2011	2012	2013	Projections	
							2014	2015
MOANAP¹								
PIB réel (croissance annuelle)	5,6	2,8	5,2	3,9	4,2	2,4	3,2	4,4
Solde des transactions courantes	9,7	1,7	6,5	13,1	12,6	9,5	8,0	6,1
Solde budgétaire global	3,7	-2,7	-0,7	1,2	1,8	-0,7	-0,7	-1,4
Inflation (annuelle)	7,2	7,1	6,9	9,9	11,0	11,0	8,7	8,6
Exportateurs de pétrole de la région MOANAP								
PIB réel (croissance annuelle)	5,9	2,3	5,9	4,6	4,7	2,0	3,4	4,6
Solde des transactions courantes	14,0	4,3	10,1	18,3	18,4	14,1	11,9	9,7
Solde budgétaire global	8,4	-1,5	2,1	5,3	6,8	3,6	2,6	1,4
Inflation (annuelle)	8,1	5,3	6,1	9,8	11,8	12,2	8,7	8,6
Dont : Conseil de coopération du Golfe								
PIB réel (croissance annuelle)	6,1	0,9	6,4	7,7	5,6	4,1	4,2	4,4
Solde des transactions courantes	15,9	6,6	12,4	23,6	24,0	20,2	18,3	15,6
Solde budgétaire global	13,3	-0,6	3,6	11,6	13,8	9,9	8,3	5,6
Inflation (annuelle)	2,9	2,8	2,6	3,1	2,4	2,9	3,0	3,2
Importateurs de pétrole de la région MOANAP								
PIB réel (croissance annuelle)	5,1	3,8	3,9	2,5	3,1	3,0	2,8	4,1
Solde des transactions courantes	-1,3	-4,8	-3,2	-3,6	-6,0	-4,6	-4,0	-4,8
Solde budgétaire global	-4,7	-5,1	-5,9	-7,0	-8,3	-9,3	-7,2	-6,8
Inflation (annuelle)	5,7	10,4	8,6	10,0	9,4	8,5	8,7	8,6
MOAN¹								
PIB réel (croissance annuelle)	5,7	3,0	5,5	3,9	4,1	2,2	3,2	4,5
Solde des transactions courantes	10,6	2,2	7,1	14,1	13,7	10,3	8,7	6,6
Solde budgétaire global	4,7	-2,5	-0,1	2,3	3,2	0,3	-0,1	-1,0
Inflation (annuelle)	7,4	5,8	6,6	9,4	11,0	11,5	8,8	8,6
Importateurs de pétrole de la région MOAN								
PIB réel (croissance annuelle)	5,1	5,0	4,4	1,7	2,0	2,7	2,7	4,2
Solde des transactions courantes	-1,4	-4,7	-3,7	-5,4	-8,0	-6,4	-5,5	-6,4
Solde budgétaire global	-5,4	-5,3	-6,0	-7,2	-8,5	-10,3	-8,5	-8,5
Inflation (annuelle)	5,5	7,3	8,0	8,0	8,6	9,2	8,8	8,5
Pays arabes en transition (hors Libye)								
PIB réel (croissance annuelle)	4,9	4,5	4,7	1,1	2,5	2,8	2,9	4,3
Solde des transactions courantes	0,4	-3,7	-3,1	-5,0	-6,2	-4,5	-3,8	-5,1
Solde budgétaire global	-5,4	-5,8	-6,2	-7,9	-8,9	-11,1	-9,0	-9,1
Inflation (annuelle)	5,9	7,7	8,4	7,9	6,3	7,2	8,3	8,5

Sources : autorités nationales; calculs et projections des services du FMI.

¹ Les données de 2011–15 excluent la République arabe syrienne.

MOANAP : 1) Pays exportateurs de pétrole : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Iran, Iraq, Koweït, Libye, Oman, Qatar et Yémen;

2) Pays importateurs de pétrole : Afghanistan, Djibouti, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Mauritanie, Pakistan, Soudan, Syrie et Tunisie.

MOAN : MOANAP à l'exclusion de l'Afghanistan et du Pakistan.

3) Pays arabes en transition (hors Libye) : Égypte, Jordanie, Maroc, Tunisie et Yémen.

Note : Les données se rapportent à l'exercice budgétaire pour les pays suivants : l'Afghanistan et l'Iran (21 mars/20 mars), le Qatar (avril/mars) ainsi que l'Égypte et le Pakistan (juillet/juin).

Pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP : principaux indicateurs économiques

	Moyenne						Projections	
	2000-08	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Croissance du PIB réel	5,9	2,3	5,9	4,6	4,7	2,0	3,4	4,6
<i>(Variation annuelle, en pourcentage)</i>								
Algérie	4,1	1,6	3,6	2,8	3,3	2,7	4,3	4,1
Bahreïn	6,0	2,5	4,3	2,1	3,4	4,9	4,7	3,3
Iran, R. I. d'	5,4	3,9	5,9	2,7	-5,6	-1,7	1,5	2,3
Iraq	...	5,8	5,5	10,2	10,3	4,2	5,9	6,7
Koweït	6,9	-7,1	-2,4	6,3	6,2	0,8	2,6	3,0
Libye	5,1	-0,8	5,0	-62,1	104,5	-9,4	-7,8	29,8
Oman	5,1	3,3	5,6	4,5	5,0	5,1	3,4	3,4
Qatar	12,4	12,0	16,7	13,0	6,2	6,1	5,9	7,1
Arabie saoudite	5,1	1,8	7,4	8,6	5,8	3,8	4,1	4,2
Émirats arabes unis	6,2	-4,8	1,7	3,9	4,4	4,8	4,4	4,2
Yémen	4,2	3,9	7,7	-12,7	2,4	4,4	5,1	4,4
Hausse des prix à la consommation	8,1	5,3	6,1	9,8	11,8	12,2	8,7	8,6
<i>(Moyenne annuelle, en pourcentage)</i>								
Algérie	2,9	5,7	3,9	4,5	8,9	3,3	4,0	4,0
Bahreïn	1,4	2,8	2,0	-0,4	2,8	3,3	2,5	2,4
Iran, R. I. d'	15,2	10,8	12,4	21,5	30,5	35,2	23,0	22,0
Iraq	30,9	-2,2	2,4	5,6	6,1	1,9	1,9	3,0
Koweït	2,8	4,6	4,5	4,9	3,2	2,7	3,4	4,0
Libye	4,4	2,4	2,5	15,9	6,1	2,6	4,8	6,3
Oman	2,5	3,5	3,3	4,0	2,9	1,3	2,7	3,1
Qatar	6,9	-4,9	-2,4	1,9	1,9	3,1	3,6	3,5
Arabie saoudite	1,4	4,1	3,8	3,7	2,9	3,5	3,0	3,2
Émirats arabes unis	6,0	1,6	0,9	0,9	0,7	1,1	2,2	2,5
Yémen	11,8	3,7	11,2	19,5	9,9	11,1	10,4	9,8
Solde budgétaire global des administrations publiques	8,4	-1,5	2,1	5,3	6,8	3,6	2,6	1,4
<i>(En pourcentage du PIB)</i>								
Algérie	7,3	-6,8	-1,8	-1,2	-4,1	-1,8	-1,9	-2,9
Bahreïn ¹	1,7	-5,6	-5,8	-1,5	-3,2	-4,4	-4,3	-4,8
Iran, R. I. d' ²	3,0	0,9	1,2	-1,4	-2,0	-2,2	-2,5	-2,6
Iraq	...	-12,7	-4,2	4,7	4,1	-5,9	-2,0	0,1
Koweït ¹	28,5	26,8	24,5	33,3	33,4	28,7	25,2	22,2
Libye	16,7	5,2	15,9	-9,0	25,9	-1,3	-30,4	-18,8
Oman ¹	10,8	-0,3	5,5	9,1	4,5	5,8	0,6	-3,0
Qatar	9,1	13,1	2,7	6,6	9,6	11,3	7,7	4,9
Arabie saoudite	13,0	-4,1	2,1	12,0	14,6	8,3	7,1	4,0
Émirats Arabes Unis ³	9,3	-13,1	-1,9	4,1	8,5	7,1	7,9	6,8
Yémen	-1,2	-10,2	-4,0	-4,5	-6,4	-7,1	-6,7	-6,6
Solde des transactions courantes	14,0	4,3	10,1	18,3	18,4	14,1	11,9	9,7
<i>(En pourcentage du PIB)</i>								
Algérie	16,8	0,3	7,5	9,9	6,0	0,4	0,5	-1,3
Bahreïn	6,6	2,4	3,0	11,2	7,3	12,0	10,4	9,4
Iran, R. I. d'	6,2	2,6	6,5	11,0	6,6	8,1	5,2	2,8
Iraq	...	-8,0	3,0	12,0	6,7	0,0	1,0	1,2
Koweït	31,0	26,7	30,8	41,8	43,2	38,8	37,4	34,2
Libye	27,2	14,9	19,5	9,1	35,4	-2,8	-27,7	-16,7
Oman	9,5	-1,3	10,0	15,3	11,6	9,7	7,8	2,5
Qatar	20,5	6,5	19,0	30,3	32,4	29,2	25,4	20,5
Arabie saoudite	17,0	4,9	12,7	23,7	22,4	17,4	15,8	13,3
Émirats arabes unis	9,1	3,1	2,5	14,6	17,3	14,9	13,3	12,4
Yémen	2,3	-10,1	-3,4	-4,0	-1,3	-2,7	-1,5	-2,7

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services du FMI.

¹Administration centrale.

²Administration centrale et Fonds national de développement hors Organisation des subventions ciblées.

³Comptes consolidés du gouvernement fédéral et des émirats d'Abu Dhabi, de Dubai et de Sharjah.

Note : Les variables se rapportent à l'exercice budgétaire pour l'Iran (21 mars/20 mars) et le Qatar (avril/mars).

Pays importateurs de pétrole de la région MOANAP : principaux indicateurs économiques

	Moyenne						Projections	
	2000-08	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Croissance du PIB réel	5,1	3,8	3,9	2,5	3,1	3,0	2,8	4,1
<i>(Variation annuelle, en pourcentage)</i>								
Afghanistan, Rép. d'	...	20,6	8,4	6,5	14,0	3,6	3,2	4,5
Djibouti	3,4	5,0	3,5	4,5	4,8	5,0	6,0	6,5
Égypte	5,0	4,7	5,1	1,8	2,2	2,1	2,3	4,1
Jordanie	6,6	5,5	2,3	2,6	2,7	3,3	3,5	4,0
Liban	4,2	10,3	8,0	2,0	1,5	1,0	1,0	2,5
Mauritanie	4,2	-1,2	4,3	4,0	7,0	6,7	6,8	6,5
Maroc	4,7	4,8	3,6	5,0	2,7	4,5	3,9	4,9
Pakistan	5,2	0,4	2,6	3,7	4,4	3,6	3,1	3,7
Soudan ¹	8,1	4,7	3,0	-1,2	-3,0	3,4	2,7	4,6
République arabe syrienne ²	4,2	5,9	3,4	...	...	...	...	...
Tunisie	4,7	3,1	2,9	-1,9	3,6	2,7	3,0	4,5
Cisjordanie et bande de Gaza ³	1,3	7,4	9,3	12,2	5,9	1,5	2,5	2,7
Hausse des prix à la consommation	5,7	10,4	8,6	10,0	9,4	8,5	8,7	8,6
<i>(Moyenne annuelle, en pourcentage)</i>								
Afghanistan, Rép. d'	...	-6,8	2,2	11,8	6,4	7,4	6,1	5,5
Djibouti	3,7	1,7	4,0	5,1	3,7	2,5	2,5	2,5
Égypte	7,1	11,7	11,4	9,9	7,8	8,8	10,9	11,4
Jordanie	4,2	-0,7	5,0	4,4	4,6	5,5	3,0	2,4
Liban	2,6	1,2	5,1	7,2	5,9	3,2	2,0	2,0
Mauritanie	6,7	2,1	6,3	5,7	4,9	4,1	4,7	5,2
Maroc	2,0	1,0	1,0	0,9	1,3	1,9	2,5	2,5
Pakistan	6,0	17,6	10,1	13,7	11,0	7,4	8,8	9,0
Soudan ¹	8,4	11,3	13,0	18,1	35,5	36,5	20,4	14,3
République arabe syrienne ²	5,2	2,8	4,4	...	...	...	...	...
Tunisie	3,1	3,5	4,4	3,5	5,6	6,1	5,5	5,0
Cisjordanie et bande de Gaza ³	4,2	2,8	3,7	2,9	2,8	1,7	2,2	2,7
Solde budgétaire global des administrations publiques	-4,7	-5,1	-5,9	-7,0	-8,3	-9,3	-7,2	-6,8
<i>(En pourcentage du PIB)</i>								
Afghanistan, Rép. d'	...	-1,3	0,9	-0,9	0,2	-0,6	0,0	0,4
Djibouti	-1,6	-4,6	-0,5	-0,7	-2,7	-3,1	-1,8	0,7
Égypte	-7,2	-6,9	-8,3	-9,8	-10,5	-14,1	-11,1	-12,2
Jordanie ⁴	-3,6	-8,9	-5,6	-5,7	-8,9	-14,6	-8,3	-6,3
Liban ⁴	-13,8	-8,2	-7,6	-5,9	-8,7	-9,4	-11,5	-10,2
Mauritanie ^{4,5}	0,2	-5,1	-2,0	-1,5	2,8	-1,1	0,2	0,4
Maroc ⁴	-3,8	-1,8	-4,4	-6,7	-7,3	-5,4	-4,9	-4,3
Pakistan	-3,5	-5,0	-5,9	-6,9	-8,4	-7,8	-5,3	-4,2
Soudan ¹	-0,9	-5,1	0,3	0,2	-3,8	-2,1	-1,3	-1,3
République arabe syrienne ²	-2,1	-2,9	-7,8	...	...	...	...	...
Tunisie ⁶	-2,5	-2,3	-0,4	-3,1	-4,7	-5,9	-6,8	-3,8
Cisjordanie et bande de Gaza ³	-31,0	-30,1	-17,8	-16,9	-16,5	-13,9	-12,8	-12,1
Solde des transactions courantes	-1,3	-4,8	-3,2	-3,6	-6,0	-4,6	-4,0	-4,8
<i>(En pourcentage du PIB)</i>								
Afghanistan, Rép. d'	...	1,9	3,1	3,1	3,9	2,8	3,3	-0,3
Djibouti	-6,6	-9,3	-5,4	-14,1	-12,3	-13,2	-16,3	-17,5
Égypte	1,5	-2,3	-2,0	-2,6	-3,9	-2,1	-1,3	-4,6
Jordanie	-4,2	-3,3	-5,3	-12,0	-18,1	-11,1	-12,9	-9,3
Liban	-13,3	-12,6	-13,3	-15,7	-15,7	-16,2	-15,8	-13,9
Mauritanie	-16,3	-16,2	-9,4	-7,5	-32,5	-25,8	-26,3	-38,0
Maroc	1,1	-5,4	-4,1	-8,0	-9,7	-7,4	-6,6	-5,8
Pakistan	-0,8	-5,5	-2,2	0,1	-2,1	-1,0	-0,9	-1,0
Soudan ¹	-5,2	-9,6	-2,1	-0,4	-10,4	-10,6	-8,2	-7,1
République arabe syrienne ²	0,1	-2,9	-2,8	...	...	...	...	...
Tunisie	-2,9	-2,8	-4,7	-7,4	-8,2	-8,4	-6,7	-5,7
Cisjordanie et bande de Gaza ³	-19,1	-12,0	-10,6	-23,6	-28,9	-18,4	-21,2	-21,8

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services du FMI.

¹ Les données de 2011 excluent le Soudan du Sud après le 9 juillet. Les données pour 2012 et au-delà se rapportent au Soudan actuel.

² Les données pour 2011-14 excluent la Syrie en raison de l'incertitude entourant la situation politique.

³ La Cisjordanie et la bande de Gaza ne sont pas membres du FMI et ne sont incluses dans aucun des agrégats.

⁴ Administration centrale. Pour la Jordanie, inclut les transferts à la compagnie d'électricité.

⁵ Comprend les recettes pétrolières transférées au fonds pétrolier.

⁶ Inclut les coûts de la recapitalisation des banques et les paiements d'arriérés.

Note : Les variables se rapportent à l'exercice budgétaire pour l'Afghanistan (21 mars/20 mars) ainsi que pour l'Égypte et le Pakistan (juillet/juin), sauf l'inflation.